

## V. — FORMATION ET ASSISTANCE

### Note du Secrétaire général : formation et assistance en matière de droit commercial international (A/CN.9/121)\*

1. A l'occasion de la huitième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, un colloque international sur le rôle des universités et des centres de recherche dans l'enseignement, la diffusion et la promotion du droit commercial international a eu lieu à Genève du 14 au 18 avril 1975.

2. A la fin du colloque, le premier à avoir lieu dans le cadre du programme de formation et d'assistance en matière de droit commercial international de la Commission, les participants ont adopté une résolution qu'ils ont souhaité voir transmettre à la Commission. Le texte de cette résolution est joint en annexe à la présente note.

#### ANNEXE

##### Colloque sur le droit commercial international

Le présent Colloque :

i) *Exprime ses remerciements* à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) pour le travail accompli par elle et par son secrétariat en vue de la réunion du Colloque, ainsi qu'aux gouvernements qui ont versé des contributions volontaires pour que soit mise en œuvre la proposition qui a permis aux participants de venir à Genève assister aux travaux de la Commission et discuter du rôle des universités et des centres de recherche dans l'enseignement, la diffusion et la promotion du droit commercial international;

ii) *Exprime sa conviction* que le droit commercial international est une discipline qui mérite d'être enseignée et étudiée dans les universités et les centres de recherche, tout en reconnaissant qu'il existe des différences sous ce rapport entre les pays représentés au présent Colloque sur le plan des besoins et des problèmes;

iii) *Exprime le souhait* que les participants puissent poursuivre le débat sur ces besoins et ces problèmes et continuer leurs échanges d'information;

iv) *Exprime son espoir* de voir la CNUDCI participer et coopérer à la réalisation de ces objectifs en offrant ses ressources et sa collaboration pour :

- a) Développer le programme de travail entrepris en ce qui concerne l'établissement et la distribution de bibliographies sur le droit commercial international;
- b) Continuer à diffuser largement ses rapports et comptes rendus de délibérations;
- c) Obtenir des gouvernements membres de la Commission la création d'un fonds pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en matière de droit commercial international, en encourageant, favorisant et aidant les échanges de spécialistes;
- d) Servir d'une manière générale de point de contact et de communication entre les spécialistes se consacrant à l'enseignement ou à la recherche dans le domaine du droit commercial international.

---

\* 31 mars 1976.